



**CHÔMAGE
LONGUE DURÉE**

Lever les obstacles

ISSN : 0026-0290

INTERNATIONAL P.05

Migration
Caritas Internationalis
en campagne

EN ACTION(S) P.08

Traite en Espagne
À l'abri des
réseaux mafieux

RENCONTRE P.12

Kathy Queue
Au nom
des jeunes



De vous à nous

1 Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org



RENDEZ-VOUS

DU 30 OCTOBRE AU 2 NOVEMBRE À LOURDES

Université de la solidarité et de la diaconie

650 personnes sont attendues à cet événement inédit organisé par la Conférence épiscopale, le Réseau Saint-Laurent et le Secours Catholique. Parmi celles-ci, 20 groupes accompagnés par l'organisation caritative participeront à des ateliers : « Aller vers les pauvres, sortir de l'entre-soi », « Lire la Bible ensemble », « Au cœur de l'Évangile, la place et le rôle des pauvres »... Objectif : placer les personnes en précarité au cœur de l'action de l'Église.

Plus d'informations sur www.servonslafraternite.net

@ messages@secours-catholique.org

f [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

t twitter.com/caritasFrance

✉ Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-VOUS

 **messages**

Mensuel du Secours
Catholique-Caritas France :
106, rue du Bac 75341 Paris

cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Directrice de la communication** : Agnès Dutour • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent / Clarisse Briot (7534) • Yves Casalis (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédacteurs-graphistes** : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 615 704 exemplaires • **Dépôt légal** : n°322 411 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte des pages spéciales destinées aux lecteurs de la Bourgogne, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Loire ainsi qu'une lettre d'accompagnement/bon de solidarité, deux enveloppes retour, un bon porte adresse, une lettre et un porte adresse bénévolat. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



VOTRE COURRIER BERNADETTE

La pauvreté des allocataires

Dans *Messages* du mois de juin, vous posiez la question : « Comment sortir de la pauvreté ? » RSA, allocation adultes handicapés... ne sortent pas les allocataires de la pauvreté. Une personne seule percevant 460 euros par mois, une fois réglées toutes ses charges, que lui reste-t-il pour se nourrir ? Quand il y a un imprévu, comme un complément d'EDF, l'assistante sociale fait une demande au CCAS ou au Secours Catholique... C'est souvent des démarches humiliantes pour la personne. Ne serait-il pas préférable d'augmenter ces minima (particulièrement le RSA) afin que la personne puisse s'en sortir par elle-même et vivre, sans doute simplement mais dignement. Cela n'empêcherait pas un bénéficiaire du RSA de rechercher du travail. Il y a un besoin vital d'urgence afin de ne pas laisser les gens vivre dans la pauvreté. Mais bien souvent, il faut avoir connu cette difficulté pour comprendre cela. ■



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

LA RÉPONSE DE

DANIEL VERGER, RESPONSABLE ACTION ET PLAIDOYER, DIRECTION FRANCE-EUROPE DU SECOURS CATHOLIQUE

Vous avez parfaitement raison ! Les minima sociaux sont trop bas et ne sortent pas les allocataires de la pauvreté. Comme vous le dites si bien, une fois les dépenses contraintes payées, il ne reste presque rien à une personne seule au RSA, même pas de quoi manger correctement chaque jour. C'est pourquoi le Secours Catholique demande, avec les associations membres du Collectif Alerte, que les différents minima sociaux soient significativement relevés, afin que chacun puisse vivre dignement. Quand on vit dans la misère, il y a plein de problèmes à régler chaque jour et chaque démarche devient difficile. Une forte revalorisation de l'ensemble des mi-

nima sociaux (en particulier du RSA) permettrait de faciliter l'accès ou le retour à l'emploi. Avec un revenu plus décent assuré, on craint moins l'incertitude du lendemain, on peut prendre plus d'initiatives et on peut faire bonne figure vis-à-vis d'un employeur.

En complément de cette revalorisation des minima sociaux, nous demandons aussi de faciliter les démarches d'accès à ces minima, de façon à éviter les trop nombreux abandons (phénomène dit du "non-recours" aux droits sociaux). Nous pensons également nécessaire de renforcer l'accompagnement personnalisé, pour faciliter l'accès aux droits et à un travail. Enfin, il faut dynamiser la politique de l'emploi pour développer les initiatives dans ce domaine. ■

ENGAGEZ-VOUS pour le développement durable au Secours Catholique !

➔ Avec son nouveau projet national 2016-2025, le Secours Catholique s'est fixé un vrai défi : transformer son fonctionnement pour devenir une organisation plus responsable. Cela veut dire réduire son empreinte écologique, renforcer la cohésion sociale entre ses acteurs impliqués et favoriser une économie du partage. Il s'agit d'agir concrètement et simplement ! Vous avez une expérience du développement durable à partager, des idées d'actions à mener, des compétences en la matière, ou tout simplement ces sujets vous interpellent : faites-vous connaître auprès du référent projet "Organisation responsable" de l'association à l'adresse : organisation.responsable@secours-catholique.org.

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

LOGEMENT
Pour un changement de modèle 04

INTERNATIONAL

MIGRATION
Caritas Internationalis en campagne 05

EN ACTION(S)

BOLIVIE
Anciens agriculteurs, ils pèsent sur la politique de la ville de Sucre 07

ESPAGNE
À l'abri des réseaux mafieux 08

YOUNG CARITAS
Jeunes, divers et fraternels 10

RENCONTRE

KATHY QUEUE
Au nom des jeunes 12

DÉCRYPTAGE

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE
Lever les obstacles 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« L'amour de sa fille l'a sauvée » 22
Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

FLORA GAUDIN
« J'ai animé un camp pour les enfants défavorisés d'Haïti » 23

Photos de couverture :

Gaël Kerbaol et Elodie Perriot /
Secours Catholique-Caritas France

Pour une économie responsable, solidaire et bienveillante !



C. HARGOUES / S.C.-C.F.

« À force d'entendre dire que les chômeurs sont des bons à rien, tu finis par y croire »... Cette phrase terrible de David, 49 ans, montre à quel point les jugements, les préjugés, peuvent être destructeurs pour ceux qui les subissent. Et pourtant, David a des talents et il travaille aujourd'hui, après cinq ans de chômage – une très longue durée ! – grâce à l'expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée" soutenue par le Secours Catholique-Caritas France.

Le gouvernement mène en ce moment des négociations qui semblent constructives pour "libérer les énergies" des entreprises, faciliter les embauches et la création d'emplois nouveaux. Tout ce qui permettra de faire baisser le chômage

doit être salué, mais exige aussi de nous une grande vigilance. Est-ce que les plus fragiles, ceux qui sont exclus depuis si longtemps du marché du travail bénéficieront de ces mesures ? Est-ce que leur stigmatisation ne sera pas encore plus forte ? Une grande majorité de Français pensent déjà que « si l'on veut travailler, on trouve !... » sous-entendant ainsi que les chômeurs profitent du système.

Le risque est donc grand qu'avec la diminution du chômage – une bonne nouvelle – ceux qui resteront sans travail soient encore plus facilement traités de fainéants car les préjugés ont la vie dure !

Le Secours Catholique mène donc un plaidoyer actif pour le soutien à toutes les initiatives de l'économie solidaire, comme le tout jeune réseau Solidarauto, pour le maintien des emplois aidés qui apportent plus de qualité de vie et sont le plus souvent un vrai tremplin vers l'emploi, et pour une réforme profonde de la formation professionnelle qui doit être destinée en priorité à ceux qui sont sans qualification, notamment les jeunes. Un plaidoyer aussi pour le soutien de toutes les expérimentations qui partent vraiment de l'expérience des personnes privées d'emploi, de leurs talents et de leur projet de vie. Nous voulons que l'accès à un travail décent soit effectif pour tous dans une économie responsable, solidaire et bienveillante à l'égard des plus fragiles.

Mais l'actualité, c'est aussi le cyclone qui a frappé les Antilles et le désarroi de tous ceux qui se trouvent sans toit, sans rien, et qui parfois ont perdu des proches. Nos équipes Urgences et les équipes de Guadeloupe s'organisent au mieux avec les associations et l'Église locale pour accueillir, secourir, reconforter, dans l'urgence mais aussi dans la durée, car il faudra du temps pour reconstruire.

VÉRONIQUE FAYET,

PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

LOGEMENT

Pour un changement de modèle

Un plan gouvernemental "Logement d'abord" est en préparation. Le Secours Catholique, qui en fait une priorité, plaide depuis longtemps en faveur de l'accès direct à un logement pérenne, préalable nécessaire à toute personne pour s'insérer dans la société.



G. KERBAOL / S.C.C.F.

Alors que le gouvernement prépare un plan quinquennal "Logement d'abord", le Secours Catholique, auditionné par la Dihal* avec d'autres associations, salue cette orientation tout en étant « attentif à ce que les ambitions soient respectées », souligne Armelle Guillembet, responsable du département De la rue au logement. Le principe du "logement d'abord" est un thème de bataille du Secours Catholique et de ses

« Un logement pérenne est essentiel tant sur le plan humain qu'économique. »

partenaires du CAU**, qui considèrent qu'un habitat stable est déterminant pour l'insertion des personnes, la prévention de l'échec scolaire, la santé et l'épanouissement individuel. « Cela appelle un changement de paradigme », explique Matthieu Hoarau, du même département.

Aujourd'hui, accéder à un logement autonome, pour ceux qui en sont privés, relève en effet du parcours du combattant. Un itinéraire "en escalier" et coûteux, avec des passages prolongés par de l'hébergement provisoire et des retours à la rue. « Éviter ces parcours par un accès direct à un logement pérenne est essentiel tant sur le plan humain qu'économique », observe Matthieu Hoarau. Des expérimentations ont ainsi démontré une insertion plus efficace des personnes et des coûts réduits. « Ce principe devra s'appliquer de manière inconditionnelle, quel que soit le statut administratif et la solvabilité de la personne », insiste Armelle Guillembet. Un tel modèle nécessite de produire des logements très sociaux, de mobiliser le parc privé et d'accompagner dans le logement les personnes qui en ont besoin. « Il s'agit d'investir aujourd'hui dans l'humain pour économiser demain, conclut Matthieu Hoarau, et de réserver l'hébergement temporaire aux situations d'urgence. »

CLARISSE BRIOT

* Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement

** Collectif des associations unies

LE CHIFFRE DU MOIS

20 000 €

C'est ce que coûte chaque année une personne sans domicile qui fait des allers-retours entre la rue et l'hébergement d'urgence, contre 9 000 euros pour une personne ayant accédé à un logement social. Cette différence s'explique notamment par le recours aux hospitalisations, fréquent pour les personnes à la rue (rapport de l'Ansa, "Le logement d'abord, et après ?", mars 2017).

TEMPORAIRE

Maintenant, on est logé dans un deux-pièces pour dix-huit mois. On a d'abord été soulagé, parce qu'on était vraiment dans la galère. Mais ensuite, on s'est aperçu que ce n'était pas un logement définitif. À l'assistante sociale venue nous demander le jour de l'emménagement si on avait besoin de quelque chose, j'ai répondu : "Oui, j'ai besoin d'un logement !" »

Témoignage recueilli par Le Secours Catholique auprès d'une personne en logement temporaire.

AGIR

Bientôt une agence immobilière sociale

Alors que 45 000 personnes reconnues prioritaires DALO attendent d'être relogées en Ile-de-France et face au constat que l'accompagnement dans l'accès au logement n'est aujourd'hui pas efficace, les délégations franciliennes du Secours Catholique ont décidé de créer, en 2018, une agence immobilière sociale, qui travaillera en lien avec l'Association des Cités du Secours Catholique. Cet organisme à but non lucratif et à objet social permettra de mobiliser du logement privé pérenne, avec des loyers adaptés aux capacités financières des personnes, dans la logique du "logement d'abord". Bénévoles du Secours Catholique et travailleurs sociaux assureront l'accompagnement des personnes dans leur logement. La structure interviendra prioritairement dans des communes en manque de logements sociaux publics pour favoriser la mixité et l'intégration de tous dans la ville.

En baisse

- 39 %

Le nombre de nouveaux logements à loyers maîtrisés conventionnés par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) est passé de 16 267 en 2008 à 10 149 en 2014, puis 9 858 en 2015. Selon ce dispositif, des propriétaires s'engagent à louer à des ménages à faibles revenus et à pratiquer des niveaux de loyer inférieurs au marché pendant une durée limitée, en contrepartie de subventions et d'avantages fiscaux. La diminution du nombre de ces conventionnements fait craindre une chute brutale du stock de logements privés à vocation sociale.

MIGRATION

Caritas Internationalis en campagne

Le 27 septembre, le pape François a lancé un appel à combattre l'indifférence en « *partageant le chemin* » des réfugiés et migrants. Face aux violations de leurs droits, Caritas Internationalis – dont le Secours Catholique-Caritas France est membre – a décidé de mobiliser l'ONU.



L'OSSERVATORE ROMANO

C'est une occasion historique ! Depuis le sommet de l'ONU sur les réfugiés et les migrants de septembre 2016, un débat international est lancé sur la question migratoire. La confédération Caritas Internationalis, à travers sa "campagne mondiale sur la migration" – qui se déroulera jusqu'en septembre 2019 – veut pousser à bâtir, face aux flux migratoires, des politiques à la fois mieux coordonnées et plus respectueuses des

Caritas souhaite un "Pacte mondial sur les réfugiés" pour protéger les migrants.

droits des personnes. « *C'est le défi d'une gouvernance internationale des migrations qu'il faut relever* », souligne Émilie Johann, responsable du Plaidoyer international au Secours Catholique.

Des États jusqu'ici opposés sur ce sujet, comme l'Équateur qui défend le droit à migrer et la Hongrie qu'un mur "anti-migrants" sépare désormais de la Serbie, sont invités à se concerter et à signer des accords mondiaux sous l'égide des Nations unies. Caritas Internationalis exprimera ses attentes, s'appuyant sur son expertise de terrain, au cours des rencontres prévues par le HCR* entre février et juillet 2018, pour l'élaboration du "Pacte mondial sur les réfugiés". Elle fera de même concernant le "Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière". La confédération entend batailler à l'ONU pour que ces pactes, au lieu d'être utilisés par des États pour mieux contrôler les migrants, les protègent véritablement.

Yves Casalis

* Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

FARC

La page de la lutte armée est tournée



A. HADLEY / S.C.-CF

Kevin Ninkeu Mijatou, du pôle Amérique latine du Secours Catholique, revient d'une mission en Colombie.

Les ex-guérilleros des Forces armées révolutionnaires colombiennes (Farc) pénètrent dans l'arène politique. Comment réagit la société ?

En milieu rural, zones les plus affectées par la violence, la population accueille avec soulagement le fait que les Farc, guérilla d'inspiration paysanne, rentrent aujourd'hui dans une logique de mobilisation politique et tournent la page de la lutte armée. Une majorité de citoyens ne comprennent pas, en revanche, qu'ils puissent circuler librement dans le pays et exercer bientôt des mandats électoraux.

Les Farc vivent désormais dans 26 zones "transitoires de normalisation". Comment se présente leur réinsertion dans la vie civile ?

Une première étape a été franchie avec le dépôt des armes. D'autre part, une aide financière versée par l'État est aujourd'hui prévue pour faciliter leur retour à la vie civile. Les populations locales ne sont pas opposées à ces efforts de réinsertion - et à ces aides économiques, mais elles insistent pour que les Farc n'affaiblissent pas leurs structures communautaires et s'intègrent dans les processus qu'elles ont elles mêmes instaurés ces trois dernières décennies.

Propos recueillis par Y.C.

ALERTE

CONGO-BRAZZAVILLE

Des centaines de familles luttent pour survivre

En avril dernier, les combats dans la région du Pool, au sud du pays, entre les militaires et les miliciens Ninjas, consécutifs à la réélection, le 20 mars, du président Denis Sassou-Nguesso, ont contraint des milliers d'habitants à fuir leurs villages. Dans une insécurité totale, hantées par le souvenir de la guerre civile de 1998-2003, des centaines de familles luttent pour se nourrir et se soigner, avec l'aide de la Caritas locale.

En action(s)

Vacances à la ferme

Fin août, Tiffany, Mailis, Yona, Cordelya et leur maman ont passé une merveilleuse semaine de vacances à la ferme du Pré charmant, chez Benoît et Nathalie à Saint-Romain-les-Atheux, dans la Loire où cette famille a participé à la vie des champs avec les trois enfants de leurs hôtes, eux aussi âgés de 4 à 10 ans. Le Secours Catholique de la Loire a permis ainsi à 30 familles de partir en vacances : 24 d'entre elles en séjour camping, six en gîte rural. Chaque famille a participé à hauteur de 10 à 20 % du coût du séjour. Le reste a été partagé entre l'Agence nationale pour les chèques vacances (ANCV) et le Secours Catholique.

J.D.

Plus d'infos : www.accueil-paysan.com/fr/



E. PERRIOT / S.C.-CF.

PAROLE DE DENISE VALEYRE, RESPONSABLE D'ÉPICERIE SOCIALE EN CHAMPAGNE SUD

Nous avons créé, avec nos partenaires de Brienne-le-Château, un canton rural du sud de la Champagne, une épicerie sociale rurale itinérante appelée Ésir. Depuis avril 2016, sur ce territoire de cinq communes, trois jours par mois, nous livrons aux plus démunis, à proximité de leur lieu de vie, des produits d'épicerie et d'hygiène de première nécessité. Au total, 60 villages sont concernés.

Alertés par les services sociaux ou les paroisses de la situation difficile de personnes isolées et sans moyen de transport, nous nous rendons à leur domicile et leur proposons les services de notre épicerie sociale. Aujourd'hui, 39 "clients" adhèrent à ce dispositif qui fonctionne sur des périodes de trois mois renouvelables. À partir d'une liste, ils commandent chaque mois les denrées dont ils ont besoin et qu'ils paient 10 % de leur prix. Ce service qui allège leur budget alimentaire leur permet de régler leurs factures ou, pour certains, de financer une dépense comme la réparation de leur véhicule indispensable dans ce secteur rural.

“

Cette épicerie sociale itinérante approvisionne les plus isolés dans le canton.”

+ D'INFO

chalonsreims
ardennes.secours-
catholique.org

Les "tournées" s'organisent grâce à l'équipe de 18 bénévoles. Beaucoup parmi les "clients" en font partie. Impliqués, ils participent sur place au déchargement des produits, à leur présentation, à la préparation du café. Les lieux de livraison, grâce à l'aide de tous, deviennent chaleureux. Nous prenons à chaque distribution le temps d'un entretien avec chaque personne pour faire le point sur sa situation.

Au fil des mois, l'amitié se construit avec tous, bénévoles et "acheteurs". Un esprit de solidarité s'est installé entre tous, des services se rendent, un covoiturage s'organise... Ces rendez-vous contribuent également aujourd'hui à rompre leur exclusion.

**Propos recueillis par
Marie-Hélène Content**

INITIATIVE

Suivi "hors les murs"

En Avignon, l'Association des Cités du Secours Catholique a décidé de pérenniser son "équipe d'accompagnement à la vie sociale" (EAVS), un dispositif innovant qui jusqu'alors faisait l'objet d'une expérimentation. L'EAVS accompagne une trentaine de personnes – souvent orientées par l'accueil de jour du Secours Catholique – qui, bien qu'ayant un logement, ont gardé des "habitudes de rue". Réticentes aux démarches, isolées, elles trouvent auprès des travailleurs sociaux de l'EAVS un suivi individualisé et souple, qui vise à les réinsérer dans la vie citoyenne et à les mettre en lien avec les offres du territoire (loisirs, suivi social, administratif...) Particularité : les rencontres se font "hors les murs", dans un café, un parc ou à domicile.

Clarisse Briot

VU SUR PLACE EN **BOLIVIE**

Anciens agriculteurs, ils pèsent sur la politique de la ville de Sucre

Dans les années 1982-1983, la sécheresse a poussé des milliers d'agriculteurs vivant dans le département de Chuquisaca, au sud de la Bolivie, à s'installer à Sucre (363 531 habitants en 2011). À la périphérie de la ville, ils ont créé 17 quartiers qui forment à présent la communauté urbaine Azari. Ses 9 000 habitants – Quechuas, Aymaras... – ne peuvent plus s'appuyer, comme auparavant dans leurs villages, sur une organisation communautaire bien huilée : l'autorité morale des anciens et les solidarités fortes entre villageois qui aplanissaient les difficultés ont disparu. Culturellement isolés, ils doivent composer avec les métis installés au centre-ville qui disposent, eux, de services publics de qualité. Socialement à l'écart, ils sont privés de tout-à-l'égout, d'eau potable, d'éclairage public, de transports en commun... Grâce à l'association jésuite Action culturelle Loyola (ACLO) – partenaire du Secours Catholique-Caritas France –, ces nouveaux citadins créent des organisations de quartier qui leur permettent de faire



L. URREGO / S.C.-CF

des propositions sur ces sujets. Ils apprennent à connaître les rouages de l'administration locale, se forment au dialogue avec celle-ci, certains d'entre eux allant jusqu'à participer au conseil municipal. Ainsi, cette année, au moment où une sévère sécheresse touchait la région, « leurs représentants », rapporte Luis Urrego, du pôle Amérique latine du Secours Catholique, « ont obtenu de la mairie le financement partiel de citernes en béton pour plusieurs dizaines de familles ». ■

Yves Casalis

Dépourvue d'infrastructures de base la communauté urbaine Azari s'organise pour faire entendre ses revendications.

A SUIVRE

Semer le goût du lien

Dans l'ancien quartier de la Blaquièrre à Grasse (rebaptisé "Les Fleurs de Grasse"), le Secours Catholique encourage les habitants à s'associer pour identifier et résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés. Depuis vingt ans, de nouveaux migrants y ont remplacé les anciens. Entre ces nouvelles communautés chrétiennes et musulmanes, des tensions et des incivilités sont nées, rendant la vie du quartier malsaine. Les commerces de proximité ont fermé et les pouvoirs publics peinent à s'y maintenir. À partir de 2001, une bénévole et un animateur du Secours Catholique ont progressivement engagé une démarche de dévelop-

pement social dans laquelle les habitants, essentiellement des mères, viennent discuter de leurs problèmes de voisinage et rechercher des solutions.

Plusieurs expériences sont tentées. Les plus fructueuses passent par des voyages organisés à Lourdes et sur l'île de Lérins, où musulmans et chrétiens réalisent qu'ils ne sont pas si différents. De retour dans le quartier, le regard change et il s'instaure un respect mutuel.

Jacques Duffaut

+ POUR ALLER PLUS LOIN

alpesmaritimes.secourscatholique.org

CORRÈZE

Une boutique solidaire en prison

À partir du 10 octobre, l'équipe prison du Secours Catholique de Corrèze ouvrira une boutique solidaire à l'intérieur du centre de détention d'Uzerche. Deux mardis après-midi par mois, les personnes détenues pourront venir y choisir des vêtements selon leurs besoins et moyennant une modeste contribution (2 euros par article, 10 centimes pour les plus démunis). Les vestes, chemises, pulls et pantalons proposés viennent des boutiques solidaires du département. Six bénévoles vont se relayer en binômes pour assurer ce service. « Ce sera surtout un moyen de nouer un contact avec les personnes détenues », souligne Françoise de Lustrac, membre de l'équipe. « La boutique sera un petit sas dans lequel elles ne penseront plus à la prison et pourront rompre leur isolement, autour d'un thé ou d'un café. »

LIBAN

L'art rapproche 640 enfants syriens et libanais

À Chatila, un camp de réfugiés installé depuis 1948 près de Beyrouth, les Nations unies fournissent aux Palestiniens, notamment, l'accès à l'éducation. Les Syriens, eux, arrivés depuis 2011, année du début de la guerre, ne bénéficient pas de cette aide. Face à cette situation, l'association locale Bashmeh et Zeitoneh, appuyée par le Secours Catholique, prend en charge 640 enfants du camp, âgés de 6 à 17 ans et souffrant souvent de stress post-traumatique. Parmi eux, de nombreux enfants syriens mais aussi palestiniens et libanais. Le théâtre, le dessin, la sculpture, la photo, la relaxation... toutes ces activités les aident à prendre de la distance vis-à-vis des traumatismes vécus. Ils parviennent à ne plus se considérer comme des victimes de la guerre et apprennent peu à peu à gérer les conflits de manière non violente.

ESPAGNE

À l'abri des réseaux mafieux

En Espagne, les victimes de trafiquants d'êtres humains sont mises à l'abri dans des lieux tenus secrets où l'Église, les organismes d'État, les Caritas locales et nationale collaborent à leur réintégration sociale.

Dans un quartier de Grenade, en Espagne, au fond d'une cour sans végétation, une villa blanche pareille aux autres interdit son entrée aux hommes. Une exception est faite pour le photographe et le rédacteur du Secours Catholique, qui ont été autorisés à partager le repas de midi avec les pensionnaires du foyer Amaranta. Amaranta est un refuge pour des femmes victimes de la traite d'êtres humains. Il en existe cinq de ce type en Espagne. Celui de Grenade a une capacité de dix lits. Ce mois de juillet, il accueille cinq pensionnaires, toutes nigérianes, trois mineures et

deux majeures. La plus âgée, 33 ans, se fait appeler Happy. Ses deux enfants vivent avec elle ici : une fillette de 12 ans et un petit garçon de 4 ans. Happy avait 21 ans lorsque, fuyant le Nigeria, elle a clandestinement embarqué sur un Zodiac avec 35 autres migrants. Transie de peur, en pleine nuit, elle a fait le trajet du Maroc aux îles Canaries, sa fille âgée de quelques mois dans les bras. « *Quand on était au Nigeria, on croyait ce qu'on voyait dans les films : tout semblait facile en Europe. Mais rien n'est facile ici* », dit-elle. Aux Canaries, la femme qui l'avait abordée à Lagos l'attend. « *Elle m'avait promis*

que je gagnerais ma vie en ramassant des tomates dans une ferme. » Mais son interlocutrice lui retire sa fille et oblige Happy à se prostituer. « *C'était elle ma boss, je devais lui obéir. Pour revoir ma fille et payer la personne qui s'occupait d'elle, je devais lui rapporter de l'argent.* » Pour se libérer de sa "dette" envers la maquerelle, Happy doit rassembler 45 000 euros – une tâche impossible.

Après plusieurs années de prostitution, la police arrache Happy et sa fille des griffes de leur exploiteuse. La maman et sa fillette se cachent depuis ce jour à Amaranta. Les autres pensionnaires sont plus jeunes. Marcelline a une vingtaine d'années. Son calvaire a été plus court, comme celui des trois mineures (l'une de 13 ans, les autres de 17 ans) qui, contrairement à leurs aînées, ont quitté le Nigeria en sachant ce qu'on attendait d'elles. Sur place, elles ont découvert la violence d'une situation qu'elles imaginaient romantique.

Détection

« *La police détecte les victimes et demande aux centres de protection comme le nôtre de les prendre en charge* », explique Maria, l'une des deux assistantes sociales d'Amaranta. « *D'autres associations aident à cette détection*, ajoute Claudia, sa collègue. *Parce qu'elles sont en danger, les victimes sont placées dans un foyer éloigné du lieu de leur exploitation.* »

Les jeunes femmes accueillies participent aux tâches ménagères et à l'entretien du lieu. « *L'idée est de former une grande famille* », souligne Maria. Dirigée par une congrégation religieuse, Amaranta Grenade loge ses pensionnaires en chambres individuelles, les nourrit, entretient leur linge et leur remet 15 euros par semaine pour leurs frais personnels. Tout est fait ici pour les rendre autonomes. Les assistantes sociales concentrent leur action sur la famille, la santé et le droit. Des avocats se chargent de régulariser leur séjour. « *L'idéal est de parfaire ce travail pour qu'elles ne restent pas* ■■■

À LIRE

La traite des êtres humains en France
de Milena Jaksic
CNRS éditions -
2016



Les pensionnaires d'Amaranta forment une grande famille.

X. SCHWIBEL / S.C.-C.F.

ZOOM CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LA TRAITE



#DEVENIR ou comment prévenir l'exploitation des mineurs

Le collectif "Ensemble contre la traite des êtres humains" (25 associations en France), que coordonne Geneviève Colas du Secours Catholique, lance une campagne destinée à faire la lumière sur ces crimes de l'ombre. Intitulée #DEVENIR, cette campagne à visée pédagogique explique combien est long et complexe le processus qui permet de sortir d'une situation de traite.

Comment accompagner

« Pour l'enfant victime, être écarté de l'exploiteur n'est pas synonyme de résolution immédiate de sa situation. Son accompagnement repose sur un travail coordonné et patient de multiples acteurs afin qu'il puisse se reconstruire et aller de l'avant. » Mais comment savoir si l'enfant est victime de traite ? La traite des enfants n'implique que deux éléments : l'action

(recrutement, transport, achat, transfert, hébergement, accueil...) et l'intention (à des fins d'exploitation).

Pour cette campagne ont été réalisés un livret et un film. Le livret présente comment accompagner des enfants victimes de traite et éviter la traite des mineurs. Le film #DEVENIR a été réalisé par Guido Freddi. Cette fiction, fondée sur le vécu de personnes rencontrées et accompagnées par le collectif, montre le long processus qui permet aux enfants victimes de traite de se libérer de l'emprise exercée sur eux et de se reconstruire.

J.D.

> **Film disponible en DVD avec le livret et sur Youtube.**

www.contrelatraite.org
genevieve.colas@secours-catholique.org

Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, près d'un tiers des victimes de la traite des êtres humains dans le monde sont des enfants. En situations de conflit, ils sont les plus exposés. Comment les protéger ? Comment les repérer ?

plus de trois ans », précise Claudia. Si nécessaire, l'accompagnement se poursuit après leur départ du foyer. L'insertion des pensionnaires d'Amaranta passe par les Caritas. La Caritas paroissiale, financée par la Caritas diocésaine, gère le centre de formation Oasis où chaque année 264 femmes, migrantes ou espagnoles, suivent des cours. Les adultes d'Amaranta se fondent parmi elles. Au centre, Happy et Marcelline se familiarisent avec la langue espagnole, l'informatique et les métiers de l'hôtellerie. Caritas leur donne un peu d'argent pour payer leur transport et les inciter à participer aux ateliers. Quant aux mineures, elles vont à l'école comme toutes les filles de leur âge. Dès qu'elles auront un titre de séjour et un emploi, les résidentes voleront de leurs propres ailes, avec l'assurance qu'Amaranta et les Caritas seront toujours là en cas de difficulté. ■

Jacques Duffaut

VITE LU Traite des enfants : les différentes formes d'exploitation



YOUNG CARITAS

Jeunes, divers et fraternels

Fin août, à Saint-Malo, la 4^e université d'été Young Caritas a réuni 700 jeunes engagés au Secours Catholique, au sein du réseau international Caritas et dans des associations partenaires. Une occasion pour la jeunesse solidaire du monde entier de se rencontrer et de se mobiliser.

REPORTAGE CLARISSE BRIOT

« **J**e suis fier d'avoir participé. C'était comme le paradis, ici », déclare Camara, les traits tirés mais avec un large sourire, à l'heure des au revoir. Pendant quatre jours, au gré d'ateliers thématiques, de discussions en "fraternités", lors d'une parade sur les remparts de la cité corsaire, de soirées festives ou de temps spirituels, des amitiés se sont nouées et des graines de projets ont été semées.

« C'est ma troisième université d'été. J'aime l'ambiance », témoigne Sébastien, en compagnie de Mahamadou, avec qui il a sympathisé lors d'un temps libre. « Et on peut voir toutes les

actions qui se montent autour de soi. Les idées fusent ! » Avec l'équipe Young Caritas de l'Essonne, Sébastien, âgé d'une vingtaine d'années, assure entre autres un café de rue pour des demandeurs d'asile. « Au départ, on m'a aidé à partir en vacances, à faire des sorties culturelles. Puis je suis devenu bénévole. Le Secours Catholique offre des moyens et une grande liberté pour agir. »

Mahamadou, lui, organise des activités pour des enfants dans un hôtel social de Trappes, dans les Yvelines. « Ça me fait du bien d'aider les autres », explique ce jeune Malien de 18 ans qui est arrivé encore mineur



Young Caritas : késako ?

Sont réunis sous la bannière Young Caritas les milliers de jeunes qui s'engagent, ponctuellement ou de manière récurrente, dans des actions du Secours Catholique pour lutter contre la pauvreté. Dans de nombreuses délégations, ils se réunissent pour former des équipes Young Caritas portant leurs propres projets et initiatives.

À VOIR

Le film de l'université d'été 2017 en ligne : urlz.fr/5NqH

en région parisienne, au terme d'un terrible périple via la Libye. Migrants soudanais, somaliens, afghans..., ils sont nombreux, épaulés par le Secours Catholique, à s'engager dans les équipes jeunes à Paris, au Havre, à Chambéry, Clermont-Ferrand, Toulouse, par exemple, et à avoir fait le voyage jusqu'à Saint-Malo.

Carrefour

De jeunes volontaires sont aussi venus de Caritas ou d'associations partenaires situées en Afrique, au Liban, en Géorgie, au Brésil ou encore au Luxembourg, pour partager leur expérience du défi interculturel et du dialogue entre religions. Maurice, de Caritas Sénégal, salue « l'impressionnante diversité » du rassemblement. « Chez moi, seuls les jeunes catholiques s'engagent dans l'association. Ici, il y a des musulmans, des bouddhistes, des athées... Tous sont animés d'une même fraternité. Cette ouverture est très intéressante ! »

Fanny, 22 ans, en fait l'expérience depuis le début de son bénévolat à Blois. « J'ai toujours eu envie de changer un peu le monde. Mon engagement au Secours Catholique me fait du bien. La permanence où je donne un coup de main est un carrefour d'entraide entre personnes aux origines très diverses », témoigne-t-elle. Clara, 19 ans, venue à Saint-Malo « pour voir », repart enrichie et « plus décidée ». « J'ai rencontré des jeunes de tous horizons qui se bougent, ça donne envie de s'engager à son tour ! » ■

+ ÉCLAIRAGE EMMANUEL CURIS, CHARGÉ DE PROJET YOUNG CARITAS AU SECOURS CATHOLIQUE

« Un tremplin pour faire naître des projets »



E. PERRIOT / SC-CF

« **L'**université d'été, c'est d'abord un rassemblement de jeunes bénévoles ou en devenir. L'objectif est de créer des liens entre eux, un sentiment d'appartenance, de constituer un réseau. Ils découvrent les actions menées par

d'autres, échangent sur leurs expériences, se conseillent, s'encouragent. C'est un tremplin pour faire naître des projets. Ces quatre jours sont aussi un moment pour se ressourcer, car il n'est pas toujours facile, au quotidien, d'agir contre la grande précarité. Cette année, le thème choisi était "Oser l'interculturel et l'interreligieux". Nous avons osé, justement, pro-

poser des choses pas forcément évidentes pour tous, comme ces trois espaces de prière disposés côte à côte, dans le respect et le dialogue : l'un pour la prière musulmane, l'autre pour la prière chrétienne et la troisième pour d'autres formes de spiritualité. De vraies discussions ont eu lieu, des débats un peu musclés, même, mais toujours dans le respect. C'était un pari, mais il a été bien reçu.

Enfin, Saint-Malo est l'occasion de réfléchir à la façon dont on peut s'organiser entre jeunes à l'intérieur du Secours Catholique pour travailler sur le plaidoyer, être consulté et prendre part aux décisions. Nous avons avancé, avec pour objectif la création d'une assemblée constituée d'"ambassadeurs Young Caritas" issus de toute la France.

Propos recueillis par C.B.



1



2

En action(s)

L'université d'été Young Caritas a rassemblé plus de 700 jeunes du monde entier **6** qui ont réfléchi en ateliers **2 / 4** aux défis du dialogue entre les cultures et les religions. Lors d'une parade sur les remparts de Saint-Malo, ils ont sensibilisé le grand public à la révolution fraternelle **1** et vécu tout au long du week-end des moments festifs et de partage **3 / 5**.

PHOTOS : GAËL KERBAOL / S.C.-C.F.



3



4



5



6



Rencontre

KATHY QUEUE

Au nom des jeunes

Responsable du groupe Young Caritas de la tribu de Nathalo, en Nouvelle-Calédonie, Kathy témoigne des difficultés que rencontre la jeunesse kanak, confrontée au manque de travail et tiraillée entre traditions et modernité.

PAR BENJAMIN SÈZE PHOTOS : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

Emmitouflée dans un gros manteau en laine, Kathy Queue ne peut retenir un bâillement. Ce vendredi 9 mars, à Paris, ses traits accusent la fatigue. Dans quelques heures, elle sera dans l'avion, à destination de Nouméa. La jeune Kanak de 33 ans vient de passer huit jours en métropole. Un séjour marathon durant lequel, avec cinq autres bénévoles du réseau Young Caritas venus de Mayotte, de Guyane, de la Réunion et des Antilles, elle a rencontré les équipes de la plupart des candidats à l'élection présidentielle, le cabinet du ministre des Outre-mer et la présidente de la Commission nationale

consultative des droits de l'homme, Christine Lazerges. Son objectif : témoigner des problématiques rencontrées par les adolescents et les jeunes adultes dans les territoires d'outre-mer, et proposer des solutions. Mission réussie, estime la jeune femme, même si, pour elle, il n'a pas été facile « de [s]'affirmer et d'argumenter en public sans baisser les yeux ». Elle est timide et c'est aussi une question de culture. « Chez nous, une femme ne prend pas la parole comme ça, explique Kathy. Nous ne participons pas à la vie coutumière. » Assise à côté d'elle, Séverine Simat, jeune Guadeloupéenne, est surprise :

« Vous êtes soumises ! » La remarque fait réagir Kathy. « Soumises ? Non ! On a du caractère, réplique-t-elle. À la maison, j'engueule mes frères. » Mais vis-à-vis de la coutume, les choses sont différentes : « C'est plus difficile à faire évoluer », reconnaît-elle.

Kathy vit au nord de Lifou, une île de la taille de la Martinique située à 160 km de Nouméa. Sa famille appartient au clan Gala, l'un des deux clans de la tribu Nathalo, dans le district de Wet. En Nouvelle-Calédonie, les autorités administratives côtoient les instances coutumières. Kathy décrit une organisation pyramidale qui part du chef de famille – le père ou le fils aîné – jusqu'au grand chef qui dirige le district, en passant par le chef de clan et le chef de tribu. Comme elle a pu le faire à Paris, elle aimerait que remontent auprès des dirigeants politiques et coutumiers de Nouvelle-Calédonie les problèmes rencontrés par ceux de sa génération. « Ça va être long, plaisante-t-elle. Il faut prendre beaucoup de rendez-vous et il faut de l'entregent. » Kathy part avec trois handicaps : elle est une femme, elle est jeune et sa famille ne fait pas partie du bon clan, celui qui a l'oreille du chef de tribu. Mais la responsable du groupe Young Caritas de Natha-

BIOGRAPHIE

1983 : naissance en Nouvelle-Calédonie

2001 : quitte sa famille pour aller au lycée à Nouméa

2006 : revient dans sa tribu, BTS en poche

2007 : s'engage comme bénévole au Secours Catholique



CE QUE JE CROIS

Il y a des valeurs communes entre nos coutumes kanak, qui nous apprennent le respect et l'humilité, et le message de l'Évangile qui enseigne la paix et la fraternité. ”

lo a une arme secrète : le diacre de la paroisse. « Lui, il a les clés pour accéder au chef et pour s'adresser aux anciens. Du coup, j'en ai fait mon porte-parole », explique-t-elle avec un grand éclat de rire.

Absence de perspectives

Kathy évoque le manque d'activité économique et l'absence de perspectives professionnelles pour les jeunes. Les adolescents qui quittent leur famille pour aller suivre leurs études secondaires et supérieures à Nouméa, puis reviennent dans leur tribu, sont diplômés mais sans aucun débouché. Elle-même s'est trouvée dans cette situation après un BEP carrières sanitaires et sociales. De retour à Nathalo, « tous les postes d'aide maternelle étaient déjà pris. Et les structures pour les personnes âgées sont quasi inexis-

tantes, car celles-ci vivent chez leurs enfants ». Du coup, la jeune femme travaille dans les champs avec ses parents. D'autres ne font rien. « Cela génère de la frustration et parfois des problèmes d'alcoolisme. »

Kathy se dit aussi préoccupée par l'émoussement des traditions et de la culture kanak garants, selon elle, de la cohésion sociale. « Notre culture est basée sur l'amour de la terre et de la famille, au sein de laquelle les liens ont toujours été très forts. Nos traditions véhiculent des valeurs d'humilité et de respect de l'autre. Si tout cela disparaît, qu'en sera-t-il du vivre-ensemble ? »

Ce malaise, Kathy n'est pas la seule à le ressentir. En 2016, le Secours Catholique a interrogé 1 000 jeunes d'outre-mer sur leurs rêves, leurs peurs, leurs difficultés. À la question « Quelles sont pour toi les plus grandes sources de pauvreté chez

les jeunes ? », la plupart des Calédoniens ont répondu : le « manque d'amour et d'attention à la maison » et le « manque de transmission des valeurs ». En cause, selon Kathy, les difficultés économiques rencontrées par les familles et l'obligation pour les jeunes de partir à Nouméa. « Les parents travaillent dur et sont moins présents à la maison. Les liens familiaux se distendent. Et comme les jeunes partent pendant trois, quatre ou cinq ans, la transmission des traditions ne se fait plus. »

À Paris, en discutant avec Anthony Corandi, venu de Cayenne, la jeune Kanak a appris qu'à quelques milliers de kilomètres de chez elle, les Amérindiens de Guyane connaissaient les mêmes tensions entre tradition et modernité. Elle a aussi découvert autre chose. « Je croyais que la Guyane était une île », avoue-t-elle en riant. Il n'y a pas de honte à cela, n'importe qui peut se tromper. Même le président de la République ! ■

✚ POUR ALLER PLUS LOIN

> Lire l'article Jeunes d'outre-mer :
« Ce que nous vivons », sur www.secours-catholique.org.

TISSONS



DÉCRYPTAGE

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

LEVER LES OBSTACLES

INTERVIEW 16
GÉRARD MARLE ET DOMINIQUE REDOR

PARTENARIAT 17
COLLABORER AVEC PÔLE EMPLOI

EXPÉRIMENTATION 18
TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR

Loin des préjugés sur les chômeurs qui ne veulent pas travailler, la réalité rencontrée sur le terrain par les équipes Emploi du Secours Catholique révèle des situations complexes et souvent douloureuses. Appauvrissement, stigmatisation, sentiment d'inutilité, perte de confiance, repli sur soi... Lorsqu'il dure, le chômage s'avère être un piège duquel il est de plus en plus dur de s'extraire. En 2016, l'association a accompagné 3 400 personnes pour sortir du chômage. Elle travaille au quotidien pour trouver, avec elles, la voie qui leur permettra de renouer avec l'emploi.

TRAVAIL

Le défi du retour à l'emploi

Difficultés familiales et sociales lourdes, absence de confiance en soi, isolement... Si certains obstacles ne sont pas levés en amont, la recherche d'emploi n'aboutit souvent pas. Face à cette réalité, les équipes du Secours Catholique adaptent leur accompagnement.

ENQUÊTE : BENJAMIN SÈZE / PHOTO : SÉBASTIEN LE CLÉZIO / S.C.-C.F.

« C'est clair, les fins de mois sont moins difficiles. » En ce mois d'avril 2017, à Prémery dans la Nièvre, David Redouté, 49 ans, se réjouit d'avoir retrouvé du travail après cinq ans sans emploi. « Cinq ans de galère, assure-t-il. J'ai dû vendre tout ce que j'avais. » Ce père de quatre adolescents raconte les loyers en retard, les factures impayées, les demandes des enfants toujours insatisfaites et l'angoisse, « cette espèce de truc qui te tracasse en permanence, qui ne te lâche plus ». À côté de lui, Christophe Guyot, 43 ans, hoche la tête. Au chômage durant deux ans, ce technicien d'étude du bâtiment dit avoir très mal vécu le manque d'activité. « Heureusement que j'avais un engagement bénévole pour sortir un peu, sinon, c'est un coup à péter les plombs. » Le regard des autres a aussi beaucoup pesé à Cyril Dumas, 40 ans, resté sept ans sans travail. « Que ce soit par la famille ou par le voisinage, on n'est plus perçu que comme celui qui reste à la maison toute la journée. » Les relations familiales et amicales changent : « On se referme vite sur soi », concluent les trois quadragénaires. Salariés d'EBE 58 (Entreprise à but d'emploi), une structure soutenue par le Secours Catholique et dont l'objectif est de favoriser le retour vers l'emploi (lire pp. 17-18), David, Christophe et Cyril estiment aujourd'hui être sortis de tout cela et croisent les doigts pour que ça dure.

Freins

En augmentation constante depuis 2008 en France, le chômage de longue durée (un an et plus) représente un défi important pour les pouvoirs publics. Pour le Secours Catholique également. Ces dernières années, la part des personnes au chômage non indemnisé depuis deux ans et plus a crû de manière impressionnante dans les accueils de l'association (35 % en 2010, 45 % en 2016). « On se rend compte que pour beaucoup d'entre elles, il y a d'abord des freins à lever si on veut vraiment avancer dans la recherche d'emploi », explique Pierre Monfort, bénévole du

Secours Catholique à Concarneau (Finistère). Parfois, il va suffire d'un coup de pouce pour régler un problème de mobilité, de garde d'enfants ou de formation et débloquer une situation. On rencontre aussi des personnes faisant face à des difficultés beaucoup plus lourdes qui relèguent au second plan la question du chômage. « Lorsqu'on est empêtré au quotidien dans des problèmes de santé, de divorce qui se passe mal ou d'addictions diverses, lorsque la première préoccupation est le logement et la nourriture, c'est très compliqué de se mobiliser pour chercher un emploi », constate Jean-Luc Behr, bénévole du Secours Catholique à Roubaix (Nord). Ces freins ne sont pas toujours évidents au premier abord. « Parfois, on sent qu'il y a un problème, quelque chose qui bloque, mais ce n'est qu'à la ■■■

+ LE POINT DE VUE DE GILLES

« Sans voiture, je ne pouvais plus travailler »

Gilles, 44 ans, ancien chômeur de longue durée à Lorient (Morbihan)

Je me suis retrouvé sans emploi début 2013, à la suite d'une rupture conventionnelle. Pendant deux ans, j'ai touché le chômage tout en trouvant de temps en temps des petits boulots à droite et à gauche, surtout dans le service à la personne. J'avais ma voiture mais en 2015 elle a fini par me lâcher. Je pensais racheter une voiture d'occasion quand cela irait mieux financièrement. Le problème, c'est que les choses ne se sont pas arrangées, elles ont plutôt empiré. Les missions d'intérim que je trouvais étaient soit trop loin – par exemple aller poser un portail à Languidic, à 21 km de Lorient –, soit avec des horaires décalés,



et souvent les deux à la fois. Les usines du secteur font les 2x8, 4 h-13 h ou 14 h-23 h, ça ne correspond pas aux horaires des bus ni des trains. Je n'ai pas d'amis qui puissent me prêter leur voiture. Et le covoiturage peut fonctionner quand on est une bande de collègues et qu'on se connaît bien, mais en intérim... Sans voiture, pendant un an, je n'ai pas pu travailler du tout. La situation s'est débloquée grâce à mon banquier qui a accepté de me faire un microcrédit. C'est lui qui m'a orienté vers Solidarauto à Trélazé (49). J'ai pu y acheter une voiture d'occasion du montant de mon microcrédit : 2 500 euros. Grâce à cela, j'ai recommencé à travailler en faisant des petites missions d'intérim, et j'ai déniché un CDD dans une usine d'agroalimentaire, à 17 km de Lorient. Ça repart doucement.

Les missions d'intérim que je trouvais étaient soit trop loin, soit avec des horaires décalés.



pas aux horaires des bus ni des trains. Je n'ai pas d'amis qui puissent me prêter leur voiture. Et le covoiturage peut fonctionner quand on est une bande de collègues et qu'on se connaît bien, mais en intérim... Sans voiture, pendant un an, je n'ai pas pu travailler du tout. La situation s'est débloquée grâce à mon banquier qui a accepté de me faire un microcrédit. C'est lui qui m'a orienté vers Solidarauto à Trélazé (49). J'ai pu y acheter une voiture d'occasion du montant de mon microcrédit : 2 500 euros. Grâce à cela, j'ai recommencé à travailler en faisant des petites missions d'intérim, et j'ai déniché un CDD dans une usine d'agroalimentaire, à 17 km de Lorient. Ça repart doucement.

Propos recueillis par Benjamin Sèze

■■■ troisième ou quatrième rencontre que la personne va en parler, relate Pierre Monfort. À ce moment, on comprend mieux et on peut l'orienter vers d'autres équipes pour régler ces problèmes en amont. » Il insiste ainsi sur l'importance de l'écoute.

Confiance en soi

Il y a enfin les obstacles psychologiques que génère souvent une longue période de chômage : la perte de confiance en ses capacités et le repli sur soi. C'est pourquoi, en complément de l'accompagnement individuel vers l'emploi, le Secours Catholique expérimente depuis quelques années des temps collectifs. « Ce sont des moments où les personnes échangent sur leur CV, leurs expériences, se conseillent mutuellement », explique Hervé Lecoq, bénévole de l'association à Chamonix (Haute-Savoie). « L'intérêt est déjà qu'elles constatent de manière concrète qu'elles ne sont pas seules dans leur situation. Cela peut remotiver », observe-t-il. Il souligne aussi l'importance de « avoir l'avis de personnes qui vivent les mêmes galères que soi. Car, contrairement au bénévole, elles ont l'expérience du vécu ». Enfin, conclut-il, « pour les autres, c'est intéressant d'être dans le rôle de celui qui conseille et pas seulement dans la position de la personne en précarité qui demande de l'aide. Cela redonne confiance en soi ».

À Roubaix, les premières expériences d'accompagnement collectif vers l'emploi n'ont pas été concluantes, faute de participants. « Les personnes qui viennent nous voir parce qu'elles cherchent du travail sont souvent dans un état d'esprit très individuel de survie, explique Jean-Luc Behr. Du coup, elles ont du mal à voir un intérêt dans une démarche collective. » Pour autant, l'équipe emploi du Nord n'a pas l'intention de renoncer. « Nous avons sur notre territoire des groupes de parole, un jardin partagé et un atelier de fabrication de meubles en carton, recense Jean-Luc Behr. Des lieux où des personnes se retrouvent régulièrement pour faire des choses ensemble. Nous pourrions partir de ces dynamiques de groupe qui existent pour monter avec ceux qui sont intéressés un accompagnement collectif vers l'emploi. » ■

INTERVIEW GÉRARD MARLE ET DOMINIQUE REDOR

« Personne n'est "inemployable" »

Gérard Marle, cofondateur du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs, et l'économiste Dominique Redor, du Centre d'études de l'emploi et du travail (CNAM), insistent sur la nécessité de faire de la sortie du chômage de longue durée une priorité.

Au bout d'une longue période de chômage, peut-on considérer qu'une personne est « inemployable » ?



FILS DE LA CHARITÉ

Gérard Marle : Non. Philosophiquement, je ne peux pas accepter cette idée. C'est comme dire d'une personne qui a commis des bêtises, qu'elle en fera toute sa vie. On n'en sait rien. J'ai deux amis, par exemple, qui à 57 et 58 ans ont re-

trouvé un emploi au bout d'un an de chômage pour l'un, six ans pour l'autre. Par ailleurs, notre société a fait de l'emploi une pièce maîtresse de sa structure. Si on n'en a pas, on est déconsidéré, on se sent inutile. Le chômage est une souffrance. On ne peut pas reprocher aux gens de ne pas travailler et en même temps ne pas se creuser la tête pour leur permettre d'accéder à l'emploi.



D.R.

Dominique Redor : Non. D'abord, parce que les emplois à pourvoir ont des caractéristiques multiples selon le secteur d'activité, la qualification, la taille de l'entreprise, voire la localisation (grande

ville/ zone rurale). La notion d'employabilité renvoie à un standard qui n'existe pas. Ensuite, considérer qu'une personne est irrécupérable pour l'emploi signifie que cette personne dépend financièrement de la collectivité pour le restant de ses jours. Pour la société, c'est un très mauvais calcul économique si l'on prend en compte la totalité des coûts sociaux directs (la personne est inactive) et indirects (effets sur les proches : conjoint, enfants, ruptures des liens sociaux, difficultés de santé et psychologiques).

Aujourd'hui, les politiques de l'emploi semblent peu adaptées aux chômeurs de longue durée ?

D.R. : Les moyens sont en effet concentrés sur les personnes dont on espère une sortie rapide du chômage, dans les 3 à 6 mois. Mais privilégier le court terme est une mauvaise politique, car on se rend compte finalement que ceux qui sont bien armés – diplômés, en bonne santé, pas trop âgés, avec une vie de famille équilibrée – se débrouillent bien seuls. Pôle Emploi entreprend d'ailleurs de davantage concentrer ses moyens d'accompagnement et de formation sur les chômeurs de long terme. Comme au Danemark ou en Suède.

Quelles sont les pistes pour lutter contre le chômage de longue durée ?

G.M. : Le b.a.-ba, c'est l'accompagnement. Les chômeurs de longue durée se retrouvent souvent isolés, avec des phases de découragement, voire de dépression, après s'être épuisés moralement dans une recherche qui ne donne rien. L'accompagnement rompt cet isolement. Il faut aussi changer les mentalités. La stigmatisation que les chômeurs subissent, parfois au sein même de leur famille, est source de stress et peut s'avérer paralysante.

D.R. : Beaucoup reste à faire pour la formation première (enseignement secondaire et supérieur), et la formation continue qui bénéficie surtout aujourd'hui aux mieux placés sur le marché du travail : les cadres masculins de moins de 40 ans. Enfin, les nouvelles technologies entraînent des changements d'emploi et de statut de plus en plus fréquents en particulier pour les moins qualifiés. Il faut les aider dans ces changements par l'accompagnement, la formation, mais aussi la protection sociale. C'est par ces moyens que l'on diminuera le nombre des exclus du marché du travail.

Propos recueillis par Benjamin Sèze

PARTENARIAT

Collaborer avec Pôle emploi

Pour lutter contre le chômage, le Secours Catholique mise sur le partage d'expérience et d'informations avec Pôle emploi. Une charte de coopération a été signée début 2017 pour développer des partenariats au niveau local.

« Notre rôle n'est pas de faire le travail des conseillers de Pôle emploi à leur place », tient à souligner Pierre Monfort, bénévole de l'équipe "Carrières emploi" du Secours Catholique à Concarneau, dans le Finistère. En février 2016, le Secours Catholique du Finistère a signé une convention avec la direction départementale de Pôle emploi. Le but, permettre aux personnes qu'accompagne l'association de profiter au maximum des services proposés par l'établissement public. « Il y a énormément d'outils numériques très performants mais peu connus, observe Pierre Monfort. Nous les faisons connaître et nous formons les demandeurs d'emploi à leur utilisation. » Le bénévole évoque aussi des prestations, telles que l'accompagnement renforcé ou l'accompagnement global, qui « ressemblent finalement beaucoup à ce que nous faisons au Secours Catholique » et qui sont largement ignorées du grand public. « Maintenant que nous savons qu'elles existent, ce sont des leviers que nous pouvons actionner. »

Fracture numérique

Par ailleurs, poursuit Pierre Monfort, « les personnes qu'on accompagne voient leur conseiller Pôle emploi 15 minutes tous les six mois. Le fait de mieux comprendre comment fonctionne l'établissement nous permet de préparer cet entretien avec elles afin qu'il soit le plus efficace possible ». Parfois, ce lien privilégié instauré entre les deux institutions se révèle utile pour débloquer des situations critiques. « Lorsqu'une personne qu'on suit voit ses droits suspendus après avoir manqué un entretien, un simple coup de fil peut rattraper cela. »

+ À LIRE

Emploi : écouter les envies, valoriser les compétences
À lire et à voir sur le site web du Secours Catholique sur : urlz.fr/50oc

Pour Pôle emploi, l'intérêt de ce partenariat se trouve notamment dans « la remontée d'informations du terrain », explique Guy Xicluna, bénévole du Secours Catholique à Clermont-Ferrand. Tous les trimestres, ce responsable de l'équipe emploi est invité par la direction départementale de l'établissement public à un comité de liaison où sont également présents des représentants syndicaux et d'autres associations. « Je m'y rends systématiquement avec un ou deux demandeurs d'emploi que nous accompagnons. » Dans le Finistère, Pierre Monfort participe aussi à

ces comités. « C'est l'endroit où nous pouvons relayer les difficultés rencontrées par les usagers et les questions qu'ils se posent. » À titre d'exemple, le bénévole évoque cette personne en contrat aidé qui voulait ouvrir sur Internet un dossier pour anticiper une éventuelle période de chômage et qui n'y parvenait pas. « Lorsque nous avons parlé de sa situation, on nous a répondu que c'était possible, mais seulement au guichet. Il fallait le savoir. Soulever un cas particulier permet parfois de résoudre un problème général. » La fracture numérique est un sujet récurrent. « Nous rappelons souvent aux responsables Pôle emploi qu'encore aujourd'hui, beaucoup de personnes en grande précarité ont difficilement accès à Internet », rapporte Guy Xicluna. Le bénévole clermontois conclut : « Ici, l'objectif n'est pas directement le retour à l'emploi, mais l'amélioration des conditions de service pour les personnes qui recherchent un emploi. » Début 2017, le Secours Catholique et Pôle emploi ont signé une charte de coopération pour développer ce type de partenariat dans toute la France. ■

Benjamin Sèze

+ TÉMOIGNAGE ISABELLE BERRY, 34 ANS, VIT DANS LA NIÈVRE



G. KERBAOL / S.C.-C.F.

Elle a retrouvé un emploi en février 2017, après presque trois années de chômage.

J'ai toujours travaillé en intérim. D'abord quatre ans à la chaîne chez Phillips, puis, après la naissance de mes deux premiers enfants, sept ans dans la vigne. Lorsque j'ai voulu reprendre en 2014, après mon troisième enfant, les agences d'intérim n'avaient plus rien à me proposer. Elles ne me rappelaient jamais. J'ai retravaillé une ou deux fois dans la vigne. Et un mois dans un élevage de faisans. Ce que je ne referai pas.

Les conditions étaient rudes et les horaires extensibles. C'était le matin et le soir. On pouvait enchaîner quinze jours sans arrêt. Je ne voyais plus mes enfants. J'aurais pu aller travailler à Nevers ou Clamecy, les deux grandes villes du département. Mais pour s'y rendre depuis chez moi, il faut une demi-heure pour l'une, et trois quarts d'heure pour l'autre. Or dans ma commune, il n'y a pas de crèche. Il n'existe des solutions de garde qu'en matinée. Si bien qu'entre les frais de trajet, le coût de la cantine et le salaire d'une nounou, c'est mon salaire entier qui y serait passé. Cela ne valait pas le coup. Au-delà de l'aspect financier – nous vivions tous les cinq avec le salaire de mon mari qui travaille dans une usine de meubles –, j'ai mal vécu le fait de rester à la maison toute la journée. Le seul côté positif est que j'ai pu m'occuper de mes enfants. Mais l'absence de vie sociale, le manque d'activité, le sentiment d'être inutile étaient extrêmement pesants. J'étais à deux doigts de la dépression. ■



EXPÉRIMENTATION

Contre le chômage, créer de l'activité

Imaginé par ATD Quart Monde et soutenu par le Secours Catholique, le dispositif expérimental "Territoires zéro chômeur" réoriente les aides sociales des chômeurs de longue durée vers le financement de projets professionnels. Reportage à Prémercy, dans la Nièvre.

« **J** ai été responsable de cantine, animatrice périscolaire, j'ai aussi travaillé dans des centres aérés... » Petite frange blonde et discret piercing au nez, Amandine Ramos, 42 ans, détaille rapidement son CV. C'est un peu par hasard si, en cette matinée du mois d'avril, elle pousse la porte du château de Prémercy (Nièvre) où sont installés depuis deux mois les locaux d'EBE 58 (Entreprise à but d'emploi). Un ami lui a parlé de la structure qui embauche des per-

sonnes au chômage. Seules conditions à remplir : résider sur le territoire depuis plus de six mois et chercher du travail depuis plus d'un an.

Réinjecter les prestations sociales dans les salaires

EBE 58 a été créée dans le cadre de l'expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée", un dispositif pensé par ATD Quart Monde et soutenu par le Secours Catholique. Depuis une loi de février 2016, il est mis en œuvre dans dix bassins d'emploi sur le territoire français. Dans le cas de Prémercy, l'initiative est née de la mobilisation des élus, associations, citoyens et acteurs économiques locaux dans un contexte de désindustrialisation. EBE 58, a pour mission de créer du travail en développant des services nécessaires au territoire mais jusqu'ici non fournis par l'économie traditionnelle. Ses employés sont embauchés en CDI et payés au Smic. Leur salaire est financé en partie par les prestations sociales qu'ils auraient dû percevoir et qui sont réaffectées au budget de l'entreprise, et en partie par les recettes de leur activité.



G. KERBAUOL / S.C.-C.F.

breuses années dans les secteurs de l'automobile et du BTP, avant que son dernier employeur ne se sépare de lui, il y a sept ans, dans le cadre d'une réorganisation de l'entreprise. Pour lui comme pour les autres, ce projet est une occasion inespérée. « *Ça m'a remis le pied à l'étrier, déclare-t-il. Si j'en avais bénéficié plus tôt, peut-être que cela m'aurait fait gagner plusieurs années.* »

Partir des compétences et des idées des salariés

Les premiers contrats ont été signés le 6 février. De nombreux salariés étaient déjà investis dans le projet en tant que bénévoles. Tessa Cucinato, 46 ans, embauchée comme responsable des ressources humaines, s'amuse du côté "start-up" de l'entreprise : « *Tout était à inventer. Le fonctionnement, les activités.* » Cela n'a pas été évident pour tout le monde, avec parfois la peur de ne plus être à la hauteur après une longue période d'inactivité. « *À force d'entendre dire que les chômeurs sont des bons à rien, tu finis par y croire* », explique David Redouté, 49 ans, resté cinq ans au chômage. Du fait de son modèle de financement qui lui permet de proposer des tarifs très attractifs, l'entreprise ne peut empiéter sur des activités déjà existantes. Elle doit donc faire preuve d'imagination. L'entretien des jardins est déjà pris, « *par contre, personne ne s'occupe des potagers, c'est un marché qu'on a investi* », explique Marie-Laure Brunet. EBE 58 est aussi intervenu chez plusieurs petits viticulteurs pour le tirage des sarments, et dans les forêts communales pour couper du bois de chauffage pour les particuliers. L'un des piliers de l'expérimentation consiste à partir des compétences, des idées et des souhaits des salariés. Pour le bois, EBE 58 a pu s'appuyer sur le savoir-faire de Pascal Ragon, 48 ans, bûcheron de formation, qui a longtemps travaillé à son compte, puis pour les espaces verts de différentes communes, avant de se retrouver au chômage faute de budgets municipaux. Ébéniste, Thierry Sauvage, 48 ans, a quant à lui entièrement créé son activité. Il récupère des meubles ou objets en bois endommagés pour « *leur donner une autre destination*, explique-t-il. *Je vais par exemple transformer une armoire en coffre, un lit en banquette...* ». Pour l'instant il travaille seul, « *mais [son] objectif est de former des personnes* ». Des dizaines d'autres projets sont dans les cartons, comme un service de distribution à domicile au profit des boulangeries et épiceries de Prémery, ou l'approvisionnement des cantines scolaires en légumes et fruits grâce à l'activité de maraîchage d'EBE 58, en cours de développement. L'entreprise, qui emploie aujourd'hui 40 salariés, prévoit de créer 150 postes d'ici fin 2018. ■

Benjamin Sèze

Des dizaines d'autres projets sont dans les cartons, comme un service de distribution à domicile au profit des boulangeries et épiceries de Prémery.

« *Nous embauchons par ordre d'arrivée, au fur et à mesure que nous développons de nouvelles activités* », explique Marie-Laure Brunet, chef de projet.

Amandine Ramos aimerait travailler avec des enfants, mais elle se dit prête à prendre tout ce qui se présente. Arrivée en 2015 de Meurthe-et-Moselle, armée d'un diplôme de coiffeuse, du Bafa (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur) et de son expérience, la jeune femme, mère d'une adolescente de 17 ans, cherche du travail depuis plus d'un an. « *Dans les salons de coiffure, les écoles et les centres de loisirs, et aussi comme aide à domicile.* » Sans succès.

« *Beaucoup de personnes qui viennent nous voir ne sont pas originaires de la région*, constate Marie-Laure Brunet. *Elles se sont dit que ce serait plus facile à la campagne et se sont retrouvées piégées par la situation économique du territoire.* »

Dans l'histoire de chacun des salariés d'EBE 58 apparaît souvent une rupture : une séparation, la perte d'un travail, l'arrivée d'un enfant. Embauché au poste de commercial, Cyril Dumas, 40 ans, a exercé ce métier pendant de nom-

+ POUR ALLER PLUS LOIN

> Sur le site web du Secours Catholique, retrouvez l'histoire détaillée d'EBE 58 et de l'aventure "Territoires Zéro chômeur" dans la Nièvre : de la mobilisation de tous les acteurs du territoire, à la création d'activités inédites avec les chercheurs d'emplois eux-mêmes.

À lire sur : urlz.fr/5NLS

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, nous avons changé les prénoms.



APPEL DE JUSTINE ET QUENTIN

NOUVELLE-AQUITAINE

Répondre aux offres d'emploi

Dans leur petit village situé à 8 km du premier bourg, Justine et Quentin, parents de deux adolescents, sont tous deux à la recherche d'un emploi. Justine a été licenciée, l'enseigne qui l'employait ayant fermé. Puis, n'ayant pu accepter la formation que lui proposait Pôle emploi faute d'un moyen de transport, elle a perdu ses indemnités de chômage. Depuis, elle a dû, pour la même raison, refuser plusieurs propositions d'emploi. En effet, la voiture du couple, hors d'usage, ne peut être réparée et les zones économiques offrant du travail se situent à 25 km, sans aucune desserte par les transports en commun. Pour sa part, dès qu'il aura obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, Quentin recherchera un emploi adapté. Les époux ont retenu un véhicule d'occasion chez un garagiste et versé un acompte. Leur budget minutieusement tenu permet un micro-crédit. Il leur faut encore 800 euros pour boucler le financement, une somme qu'ils ne peuvent réunir.

APPEL D'AMLA

HAUTS-DE-FRANCE

Des travaux urgents

Amla, 61 ans, a perdu son mari fin 2014. Celui-ci avait commencé dans leur maison des travaux (chauffage, menuiserie) très lourds pour le revenu familial. Avec sa petite pension de réversion, Amla ne peut faire face aux frais tandis

que le toit fuit et que le manque d'isolation glace la maison durant l'hiver. Ses deux enfants la soutiennent moralement, de même que ses voisins. La mairie lui fournit aussi quelques heures de travail par semaine. Bien accompagnée, Amla va bénéficier d'une subvention des organismes d'aide à la rénovation de l'habitat. Reste à sa charge une somme de

897 euros, que malgré ses efforts elle ne peut régler.

APPEL DE GISÈLE

BRETAGNE

Renouveler le stock

Une blessure dont il a résulté un handicap permanent a obligé Gisèle, actuellement âgée de 50 ans, à se reconvertir. Depuis huit ans, en auto-entrepreneur, elle vend des vêtements sur les marchés, une activité qui lui permet de vivre modestement avec sa fille. Mais la saison dernière a été difficile et son revenu a chuté. Il ne lui permet pas, malgré sa bonne gestion, d'acheter le stock de la nouvelle saison. Avec 1 000 euros, Gisèle reprendra pleinement son activité.

APPEL DE DIRAN ET MILÉNA

NOUVELLE-AQUITAINE

Un travail saisonnier

Arrivés en France en 2011, Diran et Miléna, parents de trois enfants dont la dernière est née en France, ne trouvent que de petits CDD insuffisants pour vivre décemment. Ils ne perçoivent pas d'allocations familiales ni de soutiens autres qu'un

hébergement provisoire qui va prendre fin et des aides alimentaires. Le manque de moyens de transport est une entrave à tous leurs efforts. Miléna a trouvé un travail saisonnier agricole, en pleine campagne, ce qui nécessite un véhicule. 2 500 euros lui permettront d'acquérir un véhicule d'occasion et d'obtenir cet emploi. Les époux auront de surcroît de bien meilleures chances de trouver un emploi stable.

APPEL DE SYLVAIN

OCCITANIE

Avoir enfin une vie plus heureuse

Depuis douze ans, Sylvain subit des interventions chirurgicales et a une vie quotidienne douloureuse. Cela ne l'empêche pas d'exercer un bénévolat. Ayant des difficultés à s'alimenter et à respirer, une reconstruction maxillo-faciale est décidée. Elle lui rendra son intégrité physique et morale. Or c'est une intervention lourde et coûteuse, hors de portée de Sylvain qui ne perçoit que l'allocation adulte handicapé. Plusieurs institutions participent au financement. Il reste un solde de 1 000 euros que Sylvain est dans l'incapacité de régler.



PROJET INTERNATIONAL

Ukraine : sortir les mineurs de la traite

La Caritas nationale rend son action plus efficace auprès des enfants victimes de la traite des êtres humains.

Toujours la même abomination : exploitation sexuelle, travail forcé, mendicité contrainte, servitude domestique, et même trafic d'organes et vente d'enfants ! De nombreux mineurs voient leur développement physique, mental et émotionnel affecté par le fléau. Dans cinq villes du sud et de l'ouest de l'Ukraine, les travailleurs sociaux, juristes et animateurs de Caritas et de dizaines d'ONG locales et internationales conjuguent leurs efforts pour mieux identifier les enfants victimes de la traite, ou les victimes potentielles. Dans les orphelinats, Caritas répète ce message aux enseignants et aux mineurs qui quittent ces établis-



X. SCHWIBEL / S.C.-C.F.

sements sans argent : « *Attention, les trafiquants promettent une vie meilleure aux jeunes, mais en réalité, ces derniers deviennent leurs proies !* » Le Secours Catholique a versé 51 223 euros pour cette action. ■

GRÂCE À VOUS...

Au mois de juin dernier, nous avons versé en votre nom une aide à Louise, jeune femme âgée de 30 ans qui avait dû déménager et changer d'orientation professionnelle. Louise souhaitait travailler dans l'univers de l'enfance et il lui fallait suivre la formation nécessaire, ce que ses ressources ne permettaient pas. Vous avez contribué à financer cette formation et, grâce à vous, Louise a pu, tout en assurant en même temps des missions d'intérim pour assumer une partie des frais, obtenir son CAP petite enfance avec 16 de moyenne. Puis elle a trouvé un emploi dans une crèche. Les durs efforts fournis, nous écrit-elle, en valaient la peine ! Louise exprime sa reconnaissance aux donateurs qui l'ont aidée à s'ouvrir un nouvel horizon. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Prolonger sa générosité par un legs

Grâce au legs, les personnes disposant d'un patrimoine, même modeste, ont l'opportunité de poursuivre l'action généreuse réalisée tout au long de leur vie. C'est une solution simple, établie par testament, qui permet de continuer à partager avec les plus pauvres, à travers son héritage. Il existe de nombreuses possibilités de legs qui peuvent correspondre à la situation et à la volonté de chacun. En voici les principales formes :

- ➔ le legs universel : pour transmettre la totalité de ses biens ;
- ➔ le legs à titre universel : pour transmettre une partie de son patrimoine ou l'ensemble d'une catégorie de biens ;
- ➔ le legs particulier : pour transmettre un ou plusieurs biens précis, clairement identifiés.

S'il y a des héritiers réservataires (enfant, conjoint marié), le legs ne peut dépasser une certaine part de la succession, appelée quotité disponible. Les personnes sans descendant direct disposent quant à elles d'une entière liberté quant à la destination de leur héritage.

Pour en savoir plus et recevoir notre documentation spécifique, contactez Carine Smoliga, responsable de la relation aux bienfaiteurs – legs, assurances vie, donations, au 01 45 49 75 35 ou par mail à conseil.legsdonations@secours-catholique.org.

Le legs au Secours Catholique. Rien n'arrête la générosité.

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Ukraine : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 727 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Justine et Quentin : €
- l'appel d'Amla : €
- l'appel de Gisèle : €
- l'appel de Diran et Miléna : €
- l'appel de Sylvain : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 531 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



▲ *L'enfant malade*
Edvard Munch (1863-1944)

ÉVANGILE DE MARC 7, 24-30

Jésus et la Syro-Phénicienne

En partant de là, Jésus se rendit dans le territoire de Tyr. Il était entré dans une maison, et il ne voulait pas qu'on le sache. Mais il ne put rester inaperçu : une femme entendit aussitôt parler de lui ; elle avait une petite fille possédée par un esprit impur ; elle vint se jeter à ses pieds. Cette femme était païenne, syro-phénicienne de naissance, et elle lui demandait d'expulser le démon hors de sa fille. Il lui disait : « *Laisse d'abord les enfants se rassasier, car il n'est pas bien de prendre le pain des enfants et de le jeter aux petits chiens.* » Mais elle lui répliqua : « *Seigneur, les petits chiens, sous la table, mangent bien les miettes des petits enfants !* » Alors il lui dit : « *À cause de cette parole, va : le démon est sorti de ta fille.* » Elle rentra à la maison, et elle trouva l'enfant étendue sur le lit : le démon était sorti d'elle.

« L'amour de sa fille l'a sauvée »

PAR DES MEMBRES DU RÉSEAU SAINT-LAURENT : ANTOINE, CLAUDINE, CLAUDINE, CHRISTIANE, JOSETTE, LINDA, MARIE-JACQUELINE, MIREILLE, NICOLE, OLIVIER, PATRICK, PIERRETTE

“ Ceux qu'on ne voit pas, il y a quand même des restes pour eux. ”

« **C**ette femme ne croyait pas en Dieu, aux miracles, mais elle a tenu bon pour venir à la rencontre de Jésus. Elle y va en païenne. »
« Se jeter à ses pieds, ça représente le pardon, elle sait qu'elle a un esprit mauvais. Elle va lui toucher les pieds : "Seigneur qu'est-ce que j'ai fait ?" »
« Elle a eu un enfant, elle ne sait même pas qui est le père. Quand elle a eu cet enfant, il a eu l'esprit mauvais. Elle se sent impardonnable. Elle a senti l'odeur de Jésus, et su que Jésus allait lui pardonner pour enlever le mauvais esprit de sa fille. C'est elle-même qui avait l'esprit mauvais qui est entré dans sa fille quand elle

a enfanté. Moi je me sens pareil, c'est comme ça que j'ai vécu. »
« Elle parle des petits chiens, ce ne sont pas des gros chiens. Ça pourrait être des chiens sur les genoux ou à côté. Ils sont sous la table. C'est ceux qu'on ne voit pas, mais il y a quand même des restes pour eux. »
« On n'enlève pas le pain aux enfants, ce sont les miettes qui tombent. Ce n'est pas comme si on donnait un morceau de pain et qu'il soit jeté aux chiens. Les enfants mangent d'abord, puis ce qu'ils font tomber, les petits chiens le mangent. Jésus sent qu'elle a raison de parler comme ça. »
« Cette parole du Seigneur vient de la foi

de cette femme, parce qu'elle a en elle la foi. Jésus lui a parlé ainsi pour voir comment elle aurait fait sans sa présence. Elle lit l'Évangile, elle est dans l'Évangile, qui est Jésus. C'est son héritage qu'Il nous donne, pour cette femme et pour tout le monde. Jésus est encore vivant pour nous sauver. »
« Ça me fait penser à ce qu'on entend à la messe : « *Donne-moi seulement une parole et je serai guéri.* » »
« On ne sait pas si c'est Jésus qui a fait sortir le démon, mais en tout cas il est sorti. »
« En fait, l'amour de sa fille l'a sauvée et guérie. Tout cet amour qui était dans son cœur, c'est la foi, et Il l'a sauvée à cause de ça. Sans amour, nous ne sommes rien, nous ne sommes que des cymbales. L'amour de Dieu peut tout. » ■

† LA MÉDITATION DE DOMINIQUE FONTAINE, AUMÔNIER GÉNÉRAL

Le Christ est encore vivant quand on est dans l'Évangile



E. PERRIOT / SC-CF

Voici une façon inhabituelle de lire ce récit évangélique. Souvent nous sommes choqués par la première réaction de Jésus vis-à-vis de cette femme. Or ces personnes du réseau Saint-Laurent ne sont pas du tout choquées, car elles se retrouvent spontanément dans la situation de cette femme. Si l'enfant est possédé d'un démon, c'est parce qu'elles-mêmes le sont et elles nous révèlent qu'elles ont trouvé dans la rencontre de Jésus le pardon dont elles avaient tant besoin. Elles « *sont dans l'Évangile* », elles sont complètement dans le récit.

Pour elles, le Christ est « *encore vivant* », comme dans cette rencontre. Telle est leur foi profonde. Et c'est cela qui leur fait traverser les épreuves. Comme elles, en nous nourrissant de ces miettes qui tombent de la table de la Parole de Dieu, nous pourrions devenir ce « *petit troupeau* », ces hommes de petite foi et de grand amour. Car le Christ se tient à l'endroit où nous sommes le plus petit.

➤ LE GROUPE DE PAROLE

Des membres de huit groupes du réseau Saint-Laurent se sont retrouvés pour échanger sur ce récit évangélique qui rythmera les journées de l'Université de la Solidarité et de la Diaconie. Ces journées de formation réuniront à Lourdes du 30 octobre au 2 novembre 650 délégués diocésains à la solidarité et personnes en précarité.

➤ Plus d'info sur ces journées

jean-marie.martin@secours-catholique.org



DR.

➤ **TÉMOIGNAGE** FLORA GAUDIN, 22 ANS

« J'ai animé un camp pour les enfants défavorisés d'Haïti »

« **Q**uand on m'a proposé de participer à l'animation d'un camp d'été pour les enfants d'un quartier défavorisé de Jacmel, en Haïti, je n'ai pas hésité longtemps, même si je n'ai aucune expérience en la matière. Nous sommes partis le 27 juillet, nous étions une dizaine de jeunes de 17 à 24 ans, essentiellement des filles. Nous avons été accueillis à Jacmel, au sud-ouest de Port-au-Prince, par les sœurs de Cluny, partenaires du Secours Catholique. Nous avons d'abord fait connaissance avec les Haïtiennes de notre âge qui allaient animer le camp avec nous.

Puis tous les matins pendant deux semaines, nous avons accueilli 150 enfants, avec des activités variées : des jeux collectifs, des activités manuelles, sportives et de sensibilisation au civisme, à l'hygiène et à l'environnement. Ces enfants, âgés de 2 à 14 ans, vivent dans de petites maisons de tôle, dans des conditions précaires. Leurs parents sont peu présents. Le camp leur permet d'avoir un cadre et leur assure un repas quotidien. Ces enfants nous ont beaucoup touchés. En fin de matinée, ils

étaient si contents qu'ils ne voulaient plus partir.

« C'était enrichissant d'échanger sur nos modes de vie »

Durant nos après-midi libres, nous avons visité la ville, poussé la porte d'un orphelinat, fait une balade en montagne, rencontré un historien et un écrivain haïtiens. Nous avons beaucoup appris sur l'histoire et la culture du pays. C'était aussi très enrichissant d'échanger avec les jeunes Haïtiennes sur nos modes de vie respectifs. À la fin, nous ne formions plus qu'un seul groupe. Nous projetons d'accueillir en France cinq de ces jeunes femmes au printemps prochain. » ■

Propos recueillis par Clarisse Briot

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.
www.secours-catholique.org/implantations

TWITTER

Gazouillez avec le Secours Catholique

Sur Twitter, le Secours Catholique partage l'actualité de l'association, les grands événements qui touchent à la lutte contre la précarité et l'engagement des chrétiens dans la solidarité. À travers le compte @caritasFrance, chaque jour, vous pourrez faire connaître ces actualités et échanger avec nos 123 000 "followers".

Rendez-vous sur www.twitter.com/caritasfrance.



Agenda

LE 17 NOVEMBRE À PARIS

« À l'école des Outre-mer »

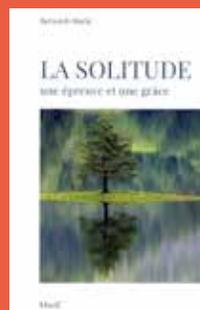
Les Apprentis d'Auteuil, les Compagnons du Devoir et du Tour de France, le Service militaire adapté, et le Secours Catholique, organisent à Paris une rencontre consacrée à la jeunesse d'Outre-mer et intitulée « À l'école des Outre-mer » (9 h 30 - 21 h). Y sont attendus 100 à 150 jeunes et accompagnateurs – dont des ultramarins soutenus par le Secours Catholique – et des professionnels de l'éducation et de l'insertion.

La journée a vocation à provoquer des échanges dans le cadre, notamment, d'ateliers thématiques autour de : « Vivre ensemble et interculturalité dans les Outre-mer », « Accompagnement des jeunes ultramarins vers un emploi et vers l'insertion dans la société », « Vers une mobilité gagnante pour les jeunes ultramarins et pour les territoires », « Une expérience professionnelle outre-mer : quelle plus-value pour l'intéressé et pour l'entreprise ? »

> Pour en savoir plus :
www.apprentis-auteuil.org

À LIRE

LA SOLITUDE Une épreuve et une grâce



Diplômé en théologie et philosophie, écrivain public à l'antenne du Secours Catholique d'Ollioules, près de Toulon, Bernard-Marie explore dans son ouvrage deux solitudes : celle liée aux épreuves de la vie, l'autre, voulue, « pour se rapprocher du Créateur mais aussi de tous

ses enfants pour mieux les servir ». L'auteur fait ainsi « discuter » les « saints moments de solitude » avec la « solitude sociale » pour mieux l'apprivoiser.

Bernard-Marie, La Solitude – une épreuve et une grâce, éd. MamE, 2017.

